



**PRÉFET  
DES BOUCHES-  
DU-RHÔNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la Citoyenneté  
de la Légalité et de l'Environnement**

**Bureau des Installations et Travaux Réglementés pour la  
Protection des Milieux**

Affaire suivie par : M. CORONGIU

Tél: 04;84.35.42.72

Dossier 2025-264-MED

[jean-luc.corongiu@bouches-du-rhone.gouv.fr](mailto:jean-luc.corongiu@bouches-du-rhone.gouv.fr)

Marseille, le **13 NOV. 2025**

**Arrêté n°2025-264-MED mettant en demeure la société LYONDELLBASELL  
SERVICES FRANCE, dans le cadre du respect des prescriptions  
applicables au bac de stockage de liquides inflammables T735  
de ses installations du Port de la Pointe situées sur la  
commune de Berre l'Etang**

La préfète déléguée pour l'égalité des chances,  
**préfète des Bouches-du-Rhône par intérim,**

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 janvier 2008 relatif aux réservoirs fixes manufacturés de gaz inflammables liquéfiés, de capacité unitaire supérieure ou égale à 50 tonnes, présents au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 4718 de la nomenclature des installations classées, à l'exception des stockages réfrigérés ou cryogéniques ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement ;

Vu le décret du 29 octobre 2025 portant cessation de fonctions de Monsieur Georges-François LECLERC, préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône, en outre préfet de police des Bouches-du-Rhône ;

Vu le décret du 23 octobre 2024 portant nomination de Mme Isabelle EPAILLARD en qualité de préfète déléguée pour l'égalité des chances auprès du préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône ;

Vu le décret du 31 janvier 2025 portant nomination de monsieur Frédéric POISOT, en qualité de secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône, sous-préfet de Marseille ;

Vu le décret du 13 septembre 2023 portant nomination de madame Marie-Pervenche PLAZA, sous-préfète, chargée de mission auprès du préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône ;

Vu l'arrêté du 7 novembre 2025 portant délégation de signature à madame Marie-Pervenche PLAZA, sous-préfète, chargée de mission auprès du préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône, secrétaire générale adjointe de la préfecture des Bouches-du-Rhône ;

Vu l'arrêté du 7 novembre 2025 portant délégation de signature à monsieur Frédéric POISOT, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône ;

.../...

Vu les arrêtés préfectoraux autorisant la société LYONDELLBASELL SERVICES FRANCE SAS à exploiter un dépôt de liquides inflammables et gaz inflammables liquéfiés du Port de la Pointe situé sur la commune de Berre-l'Étang, et notamment l'arrêté préfectoral n°284-2010 PC du 5 octobre 2010 ;

Vu le rapport du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement en date du 18 avril 2025 établi suite à la visite d'inspection du site le 29 novembre 2024 ;

Considérant que la société LYONDELL BASELL SERVICES FRANCE est autorisée à exploiter, au travers plusieurs arrêtés, à exploiter des installations de réception, stockage et expédition des gaz inflammables liquéfiés et des liquides inflammables, au niveau du Port de la Pointe ;

Considérant que l'article 11 de l'arrêté ministériel du 2 janvier 2008 susvisé dispose que :

« [...] Lorsque les réservoirs sont aériens et ne disposent pas d'une protection leur permettant de résister à toutes les agressions thermiques décrites dans l'étude de dangers, ils sont protégés par un système d'application d'eau de refroidissement. Celui-ci assure un débit minimal uniforme de ruissellement d'eau de 10 litres par mètre carré d'enveloppe et par minute, sur leur paroi. Tout élément et tout équipement nécessaire au maintien de l'intégrité des réservoirs bénéficie du même niveau de protection. » ;

Considérant que lors de la visite d'inspection de ces installations le 29 novembre 2024, l'exploitant a présenté les résultats des derniers essais des moyens incendie du réservoir T735, réalisés en 2023, qui rapportaient un débit maximal mesuré de 356,5 m<sup>3</sup>/heure au niveau des couronnes d'arrosage, alors que le débit calculé en cohérence avec les prescriptions de l'article 11 de l'arrêté ministériel du 2 janvier 2008 susvisé doit être au minimum de 611 m<sup>3</sup>/h ;

Considérant que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 11 de l'arrêté ministériel du 2 janvier 2008 susvisé ;

Considérant que ce manquement constitue une atteinte aux intérêts protégés dans la mesure où la défaillance du matériel et du réseau incendie peut compromettre la stratégie de lutte contre l'incendie du site ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société LYONDELL BASELL SERVICES FRANCE, pour son site du Port de la Pointe à Berre-l'Étang, de respecter les prescriptions et dispositions de l'article 11 de l'arrêté ministériel du 2 janvier 2008 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que la procédure contradictoire a été menée par courrier préfectoral en date du 17 octobre 2025, réceptionné par l'exploitant le même jour ;

Considérant que les observations portant sur le projet d'arrêté préfectoral ont reçues par courrier en date du 24 octobre 2025 ;

Sur proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

## ARRÊTE

**Article 1** - La société LYONDELLBASELL SERVICES FRANCE SAS, dont le siège social est situé Chemin départemental 54, 13130 Berre-l'Étang, désignée ci-après exploitant, est mis en demeure, pour la sphère T735 de ses installations situées au Port de la Pointe à Berre l'Étang, de respecter les dispositions de l'article 11 de l'arrêté ministériel du 2 janvier 2008 susvisé en procédant aux travaux nécessaires afin de garantir un débit minimal uniforme de ruissellement d'eau , d'au moins 10 litres par mètre carré d'enveloppe et par minute, et en justifiant des débits atteints, **sous un délai de 10 mois à compter de la notification du présent arrêté.**

**Article 2** - En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté dans les délais prévus par ce même article, des sanctions seront arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

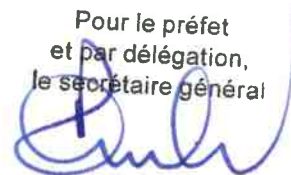
**Article 3** - Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département des Bouches-du-Rhône pendant une durée minimale de deux mois.

**Article 4** - Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Marseille, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

#### **Article 5 - Exécution**

- Le secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône,
  - Le sous-préfet d'Istres,
  - Le maire de Berre l'Etang,
  - Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Provence-Alpes-Côte d'Azur,
  - Le directeur départemental des territoires et de la mer des Bouches-du-Rhône,
  - Le directeur de l'agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur,
  - Le directeur départemental des services d'incendie et de secours des Bouches-du-Rhône,
- et toutes autorités de police et de gendarmerie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet  
et par délégation,  
le secrétaire général



**Frédéric POISOT**